

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 3

LES SAMEDI 12 ET DIMANCHE 13 JANVIER 2008

2,22\$ + TAXES = 2,50\$

Pression sur Harper

Les provinces veulent qu'Ottawa en fasse plus pour soutenir l'économie

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Les premiers ministres de tout le pays se sont engouffrés hier soir au 24 Sussex, la résidence officielle de Stephen Harper, avec une idée bien arrêtée: mettre toute la pression sur Ottawa afin qu'il en fasse davantage pour contrer le ralentissement économique anticipé, stimuler la productivité et aider les secteurs forestier et manufacturier à sortir de la crise.

Malgré les disparités entre les provinces et la croissance économique à deux vitesses entre l'Est et l'Ouest, les premiers ministres s'étaient entendus pour parler essentiellement d'économie hier soir. Les capitales provinciales ont du même coup rejeté une discussion sur la réforme du Sénat ou encore l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser, deux sujets que voulaient aborder Stephen Harper.

«La réforme du Sénat n'apparaît pas sur mon écran radar», a dit Gordon Campbell, de la Colombie-Britannique. «Ce n'est pas une priorité», a ajouté Ed Stelmach, de l'Alberta. Ces deux provinces sont pourtant favorables à une réforme de la Chambre haute. «Ce n'est même pas dans le "top 10" de mes priorités», a dit Dalton McGuinty, de l'Ontario.

Le Québec, qui a demandé en premier que cette rencontre porte sur l'économie, abondait dans ce sens. «Ottawa connaît notre position sur le Sénat et l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser. Il ne sert à rien d'en discuter longtemps, la balle est dans son camp», a confié au *Devoir* une source au sein du gouvernement québécois.

Leur appel semble d'ailleurs avoir été entendu. Une source gouvernementale fédérale a souligné au *Devoir* que l'économie allait être «le pilier» de la soirée, même si d'autres sujets sont abordés. «L'essentiel sera là-dessus», a dit cette source.

Au moment de mettre sous presse la première édition du *Devoir*, les 14 premiers ministres étaient toujours enfermés en tête à tête (sans adjoint ou fonctionnaire) dans la somptueuse demeure du 24 Sussex, attablés autour de spécialités canadiennes: filet de veau et fromage du Québec, bœuf de l'Alberta, huîtres du Nouveau-Brunswick, yogourt glacé de la vallée de la Sauguen (Ontario), etc.

Les conseillers de plusieurs premiers ministres soulignaient d'ailleurs que la rencontre pourrait s'éterniser si l'ambiance est tendue et que Stephen Harper souhaite éviter que les bulletins de nouvelles de fin de soirée ne relaient des images négatives. Brian Mulroney était un habitué de cette stratégie.

Il faut dire que certains premiers ministres sont arrivés à Ottawa avec leur lot de critiques. Danny Williams, de Terre-Neuve, fidèle à son habitude, n'a



«Faire une réunion, peu importe le sujet, un vendredi soir, sans la préparation habituelle, n'est pas la bonne façon de procéder», dit Danny Williams, de Terre-Neuve

VOIR PAGE A 8: HARPER

Faut-il croire pour méditer?

Selon les chercheurs, la méditation accroît l'épaisseur de la matière grise, renforce le système immunitaire et réduit la tension artérielle



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

PAULINE GRAVEL

Pratiquée depuis plus de 5000 ans en Orient, la méditation s'est grandement popularisée en Occident au cours des dernières décennies en raison de ses effets apaisants clairement reconnus. Même si cette activité a longtemps été associée à la spiritualité, à des mouvements nouvel-âge, voire à des religions comme le bouddhisme, les scientifiques ont commencé à s'y intéresser il y a une quinzaine d'années. À l'aide de leurs outils à la fine pointe de la technologie, ils nous montrent aujourd'hui que la méditation a des effets physiologiques et physiques sur l'organisme et qu'il n'est pas nécessaire d'être croyant pour en récolter les bienfaits. Les récentes découvertes scientifiques font en sorte que la pratique de la méditation est de plus en plus souvent proposée par les profes-

La méditation peut contribuer à la guérison de diverses maladies et à la prévention d'autres maux. Méditer permet aussi de se centrer sur le présent, de se tenir à l'écart des ruminations négatives et de se déconnecter de cette spirale infernale.

sionnels de la santé, notamment pour faciliter la guérison de maladies comme le cancer, prévenir les rechutes chez les gens déprimés et accroître la concentration chez les travailleurs et les étudiants. Les chercheurs ont ainsi découvert que la méditation induit des modifications tangibles non seulement dans le cerveau mais aussi dans le système immunitaire et les vaisseaux sanguins. La méditation accroît l'épais-

seur de la matière grise et la force de frappe du système immunitaire et réduit la tension artérielle.

Voilà déjà quelques années que les scientifiques ont découvert et démontré que la pratique de la méditation stimule le système immunitaire. Dans un article paru dans le journal scientifique *Psychosomatic Medicine*, le professeur Richard Davidson et ses collègues de l'Université du Wisconsin à Madison révélaient en 2003 qu'un programme d'entraînement intensif de huit semaines à la méditation «pleine conscience» (*mindfulness*, voir page 5) amplifiait significativement l'activation électrique de la partie supérieure gauche du cerveau (un phénomène qui traduit l'instauration d'un état affectif positif) chez les personnes ayant médité par rapport aux sujets appartenant au groupe contrôle. De plus, les chercheurs affirmaient

VOIR PAGE A 8: MÉDITATION

■ Apprendre à lire, à compter et... à méditer ■ Se refaire une beauté intérieure > Pages A 4 et A 5

L'élite culturelle, une monomanie snobinarde en voie d'extinction

FRÉDÉRIQUE DOYON

Se pâmer à l'écoute de *Madame Butterfly*, puis courir voir le dernier Harry Potter au cinéma le lendemain... Cette pratique culturelle multiforme caractérise désormais l'élite qui, hier encore, ne fréquentait que la haute culture: théâtre, ballet, concerts classiques. Une monomanie snobinarde en voie d'extinction, selon deux chercheurs britanniques.

L'élite culturelle qui lève le nez sur la culture populaire n'existe plus ou si peu qu'elle ne mérite même pas qu'on la nom-

me. C'est la principale conclusion d'une étude britannique réalisée par les docteurs en sociologie Tak Wing Chan et John H. Goldthorpe à l'université d'Oxford.

«On ne parvient pas à identifier un groupe significatif de consommateurs qui se cantonnent dans la haute culture»

«On ne parvient pas à identifier un groupe significatif de consommateurs qui se cantonnent dans la haute culture», peut-on lire dans l'article de recherche intitulé *Cultural Trends - The Social Stratification of Cultural Consumption: Some Policy Implications of a Research Project*. Selon le document de recherche, ce groupe représenterait

VOIR PAGE A 8: ÉLITE

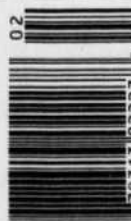


REUTERS

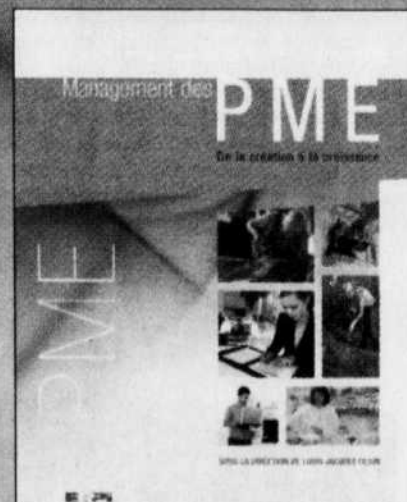


INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 7	Monde.....	A 6
Avis publics.....	C 6	Mots croisés.....	D 5
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 6
Carrières.....	C 5	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 7	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Sports.....	C 7
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	C 6



OUVRAGE MULTIDISCIPLINAIRE EN GESTION DES PME



Management des PME De la création à la croissance

> Sous la direction de Louis Jacques Filion
> Ouvrage collectif auquel ont participé plus de 30 auteurs du monde francophone
> 566 pages

Montréal: Éditions du Renouveau Pédagogique
Paris: Pearson Education



www.erpi.com

LES ACTUALITÉS

Poker: partie de bras de fer entre Loto-Québec et ses croupiers

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

L'implantation dès la semaine prochaine de tables de poker automatisées dans les trois casinos du Québec rend nerveux les croupiers. Ils jugent illégale l'utilisation de ces tables et demandent à la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec (RACJQ) d'empêcher leur entrée en fonction. Cet organisme fera enquête.

Une plainte officielle a été déposée à la RACJQ par les syndicats des croupiers (affiliés à la FTQ) le 7 décembre. Elle vise les appareils qui servent à jouer au Texas Hold'Em, une forme extrêmement populaire de poker. Ce sont ces appareils que Loto-Québec entend mettre en service dès vendredi prochain.

Fin novembre, le gouvernement a officiellement permis le jeu de poker avec croupier dans les casinos du Québec, notamment pour mettre un frein à la prolifération des maisons de jeu clandestines. Or les directions des casinos de Montréal, Lac-Émery et Charlevoix n'ont pas pu s'entendre avec les syndicats des croupiers pour établir les conditions salariales entourant ces nouvelles fonctions. C'est le premier point en litige.

Le deuxième, c'est que Loto-Québec veut aussi implanter un certain nombre de tables automatisées. Pour ce faire, elle a besoin de l'approbation du Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale, qui évalue la conformité de toutes les machines dans les casinos.

Ce laboratoire n'a pas encore terminé son analyse. Toutefois, chez Loto-Québec, le porte-parole Jean-Pierre Roy a affirmé que la société d'État a eu «l'assurance verbale que les tests étaient concluants». «Nous pensons pouvoir offrir le service vendredi prochain», a dit M. Roy.

Il pourrait néanmoins y avoir un hic. Même si le mécanisme de l'appareil est jugé conforme par le laboratoire, cela ne signifie pas que la machine est parfaitement réglementaire. Puisqu'une plainte a été déposée par les syndicats des croupiers — qui estiment que le poker doit se jouer avec un vrai croupier distribuant les cartes —, la RACJQ devra s'appesantir sur la question.

«Au Québec, a expliqué le porte-parole de la Régie, Réjean Thériault, les machines qui se trouvent dans un casino doivent être des machines à sous [où c'est le hasard qui détermine le résultat]. Est-ce que les tables de poker Texas Hold'Em sont des machines à sous? Est-ce que ça prend absolument un croupier pour jouer au poker? Il faudra trancher. C'est une question d'interprétation judiciaire, et la loi n'est pas absolument claire là-dessus.»

Hier, la Régie se disait «étonnée» que Loto-Québec décide d'implanter son service avant même d'avoir son avis et celui du laboratoire. M. Thériault est tout de même convaincu que la société d'État acceptera la décision de la Régie, même si elle survient après l'entrée en service des machines. Les syndicats des croupiers ont vertement dénoncé la lenteur de la Régie à prendre une décision à ce sujet.

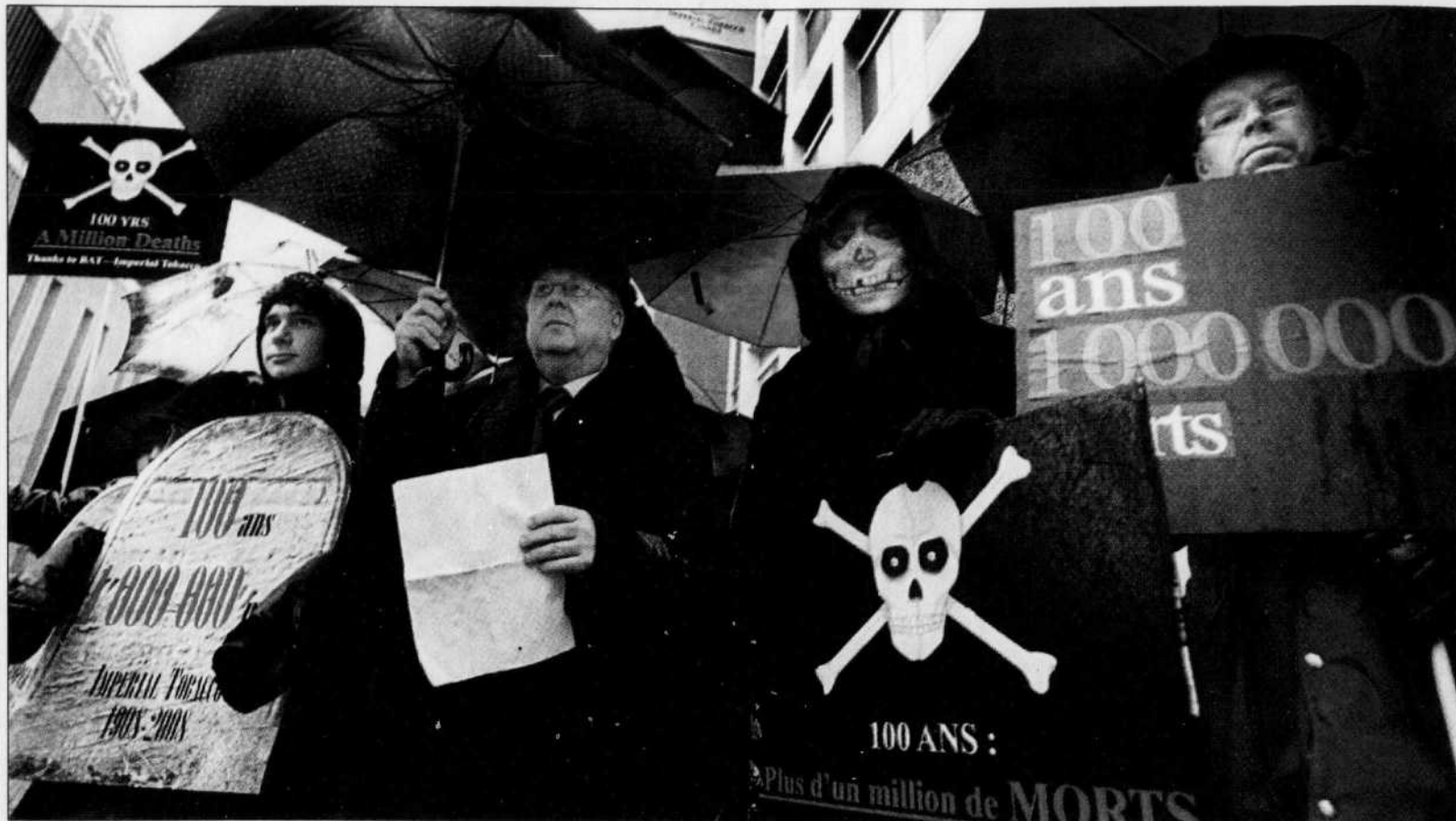
Du côté de la coalition EmJEU, qui vient en aide aux joueurs pathologiques, le responsable Alain Dubois est lui aussi préoccupé par l'entrée en service des tables automatisées, même si les raisons qu'il évoque diffèrent de celles des syndicats. «Ce n'est pas tellement la question de la création d'emplois qui nous inquiète mais le fait que le poker automatisé offre une vitesse de jeu presque 50 % plus élevée qu'avec un croupier et qu'on s'adresse ici aux joueurs à petites mises, souvent plus pauvres.»

L'été dernier, la Direction de la santé publique de Montréal avait également exprimé la crainte que l'absence de croupiers à ces tables nuise aux possibilités de détection d'habitudes de jeu pathologiques.

Le Devoir



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ce n'était pas exactement l'anniversaire souhaité par Imperial Tobacco pour souligner ses 100 ans. La seule «cérémonie» publique qui a eu lieu hier avait été organisée par la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, dont quelques dizaines de sympathisants ont manifesté devant le siège social de l'entreprise pour dénoncer un siècle de ravages causés par la cigarette.

Enterrement de première classe pour le 100^e anniversaire d'Imperial Tobacco

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les célébrations du 100^e anniversaire d'Imperial Tobacco ont tourné court hier. L'entreprise a annulé son activité publique, le gouvernement s'est dissocié de la fête et c'est finalement une manifestation de groupes antitabagisme qui a servi à souligner le centenaire.

Jeudi, la société établie dans le quartier Saint-Henri avait annoncé dans un communiqué que Marguerite Blais, la ministre responsable des aînés et députée de Saint-Henri-Sainte-Anne, serait présente le lendemain pour participer au dévoilement d'une sculpture (il faisait 2 °C et il pleuvait sur Montréal hier après-midi).

Mme Blais a d'abord annulé sa participation à cette activité, puis les conditions météorologiques ont forcé l'annulation du dévoilement de la sculpture (il faisait 2 °C et il pleuvait sur Montréal hier après-midi).

Selon Imperial Tobacco, c'est un conflit d'horaire qui explique le désistement de Mme Blais. Toutefois, au bureau de la ministre, on confiait hier au *Devoir* que c'est plutôt une question de principe et

de bon sens qui a dicté cette décision.

Même si Mme Blais avait pu le faire, elle n'aurait pas participé à la cérémonie, a expliqué son attachée de presse, Christiane Chaillé. «Mme Blais appuie toutes les positions gouvernementales qu'on a par rapport à la lutte contre le tabagisme», a dit Mme Chaillé.

Il semble que ce soit le bureau de comté de Mme Blais qui ait accepté l'invitation de la compagnie, sans en informer le cabinet. Celui-ci, assure-t-on, n'aurait jamais donné son accord pour que la ministre des Aînés participe à une célébration organisée par une entreprise phare dans le domaine des produits du tabac.

La Coalition québécoise pour le contrôle du tabac (CQCT), on estime que la ministre aurait joué avec le feu en se présentant à cette activité. «Ça aurait été complètement contradictoire comme message», a lancé Louis Gauvin, porte-parole du groupe.

La coalition a organisé hier une manifestation devant le siège social d'Imperial Tobacco en compagnie de Médecins pour un Canada sans fumée. «On trouve odieux que la compagnie célèbre son anniversaire avec des ballons et des bravos», a dit M. Gauvin.

«Pour nous, la seule véritable contribution d'Imperial Tobacco, ce sont des centaines de milliers de morts au Canada depuis 100 ans. Ce sont des maladies, de la souffrance inutile, des manipulations, de la dissimulation d'information. Ils ont tout fait pour maintenir leurs privilèges de mettre en marché un produit essentiellement mortel. Il n'y a rien à célébrer ici.»

Sud-Ouest

Imperial Tobacco est établie depuis ses débuts dans le sud-ouest de Montréal. Le siège social est situé depuis cinq ans aux côtés de l'usine originale. Dans un communiqué diffusé hier, l'entreprise justifiait sa décision de célébrer son centenaire en public par son respect des «normes les plus rigoureuses en matière de responsabilité sociale» et le rôle joué au fil des ans dans «l'évolution du patrimoine artistique, culturel, sportif, de la mode et des services communautaires».

L'entreprise appartient depuis l'an 2000 à la British American Tobacco (BAT).

Le Devoir

Aréna d'Outremont: toit qui coule ne s'écroulera pas

JEANNE CORRIVEAU

L'arrondissement d'Outremont affirme que les infiltrations d'eau survenues cette semaine à l'aréna du Centre communautaire intergénérationnel (CCI) sont causées par une faille de la membrane du toit et ne seraient pas liées aux coûteux travaux effectués il y a deux ans par la firme Dessau-Soprin lors de la construction du centre.

L'aréna d'Outremont auquel s'est greffé le tout nouveau centre communautaire a été construit il y a une quarantaine d'années, a indiqué hier la mairesse de l'arrondissement, Marie Cinq-Mars. À la suite du verglas de 1998, la membrane extérieure du toit de l'aréna avait été remplacée. Comme une fuite d'eau est survenue l'an dernier, l'arrondissement a dû procéder à des travaux pour réparer une section de la membrane endommagée autour d'un drain. Mais l'arrondissement devra à nouveau procéder à une thermographie afin de déterminer où se trouvent la ou les fuites qui causent des infiltrations d'eau dans l'aréna depuis lundi. «On ne sait pas encore ce qui s'est passé, mais il pleut et on doit at-

tendre un temps un peu plus clément pour effectuer la réparation», a déclaré hier la mairesse Cinq-Mars.

Il y a deux ans, en marge des travaux de construction de ce centre communautaire controversé, l'arrondissement avait procédé au renforcement des structures de l'aréna et au remplacement du toit intérieur en bois de l'édifice au coût de 750 000 \$. Mme Cinq-Mars a expliqué qu'on voulait s'assurer que le toit vieillissant puisse résister au poids de la neige d'hiver. Ces travaux ont d'ailleurs contribué au dépassement de coûts de la construction du CCI. Initialement estimé à 6,6 millions de dollars, le budget de construction du centre a finalement bondi à 9,7 millions, somme à laquelle s'est ajoutée la facture de 2,8 millions réclamée par la firme Dessau-Soprin, maître d'œuvre des travaux.

«Comme la membrane avait été faite il y a dix ans et qu'elle devait avoir une longévité de 20 ans, on nous a dit qu'il ne devrait pas y avoir de problème. Nous l'avons donc gardée», a précisé la mairesse, disant ne pas remettre en question le travail effectué l'été dernier pour réparer cette membrane.

En attendant, des bâches ont été tendues au-dessus

de la patinoire afin de permettre la poursuite des activités. «On m'assure qu'il n'y a pas de danger. Les fuites sont dues à la membrane et non à la structure», a répété la mairesse Cinq-Mars.

Il reste que cette malchance survient à un bien mauvais moment pour l'arrondissement d'Outremont, qui tente de faire oublier les controverses qui ont secoué la mairie au cours des derniers mois. Les sévères critiques à l'endroit de la gestion de l'ex-maire Stéphane Harbour l'ont forcé à démissionner l'automne dernier. Mme Cinq-Mars a été élue le 16 décembre pour lui succéder.

Afin de voir plus clair dans le dossier du CCI, la Ville de Montréal a confié à la firme KPMG le mandat de mener un audit afin d'examiner l'ensemble du projet de construction. De son côté, le contentieux de la Ville et la firme Génivar ont entrepris l'analyse de la réclamation de Dessau-Soprin pour déterminer si elle est justifiée. Les conclusions de ces enquêtes devraient être connues au printemps.

Le Devoir

Négociations avec les cols bleus: l'organisation menace d'annuler la Fête des neiges

JEANNE CORRIVEAU

La Société du parc Jean-Drapeau a lancé un ultimatum aux cols bleus de Montréal hier. Elle menace d'annuler la fête des Neiges si elle n'obtient pas d'ici lundi la promesse que les cols bleus n'exerceront pas de moyens de pression pendant la tenue de l'événement. Le syndicat a qualifié ce geste d'irresponsable.

Les 220 employés du parc Jean-Drapeau mènent des pourparlers depuis plus d'un an afin d'obtenir le renouvellement de leur convention collective. En novembre dernier, estimant que les négociations avançaient à pas de tortue, les syndiqués avaient annoncé leur intention de

débrayer pendant la fête des Neiges si aucun progrès substantiel n'était accompli dans le cadre des discussions.

À l'approche de cette activité, qui se déroulera sur trois fins de semaine, entre le 26 janvier et le 10 février, la direction du parc Jean-Drapeau estime qu'un éventuel débrayage constitue une menace pour la sécurité des participants et des lieux. Elle a donc exigé du syndicat des cols bleus regroupés de Montréal un engagement ferme, par écrit, qu'aucun moyen de pression ne serait exercé pendant les préparatifs de la fête et lors de sa tenue. Le syndicat a jusqu'à lundi midi pour se conformer à cette demande, sans quoi la société entend annuler la fête des Neiges.

«On est très loin d'une entente. On ne pense pas être capables de régler les choses avant la fête des Neiges, mais l'idée, c'est de faire une trêve pendant l'événement et de continuer les négociations par la suite», a précisé hier Kevin Donnelly, directeur des communications et du marketing de la Société du parc Jean-Drapeau. Trois points centraux demeurent toujours en litige et les questions d'ordre financier demeurent les plus épineuses, a-t-il ajouté.

Comme l'installation des équipements doit débuter lundi sur le site, la direction souhaite obtenir une réponse du syndicat d'ici lundi matin afin de réduire les pertes si l'événement était annulé.

La réplique du syndicat est venue en fin d'après-midi

hier. Par voie de communiqué, son président, Michel Parent, a qualifié l'ultimatum lancé par la partie patronale de «geste irresponsable». «On a dit qu'on était prêts à faire la grève si les discussions n'avançaient pas, mais de notre côté, on mise toujours sur les négociations. Les pourparlers se poursuivent d'ailleurs et le conciliateur est toujours actif dans le dossier», a-t-il fait valoir.

Le porte-parole du SCFP, Alexandre Boulé, a pour sa part précisé que le syndicat n'avait pas l'intention d'«abdiquer» le droit des syndiqués à exercer des moyens de pression.

Le Devoir

École d'été 2008

Faire la paix



SÉMINAIRE D'APPROFONDISSEMENT DES MISSIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES (4 CRÉDITS)

Du 5 au 16 mai 2008

SÉMINAIRE D'APPROFONDISSEMENT SUR LES OPÉRATIONS HUMAINITAIRES (4 CRÉDITS)

Du 26 mai au 6 juin 2008

Formations de deuxième cycle accréditées par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR)

Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiquesTEIM UQAM
Institut d'études
internationales de MontréalUQAM
Prenez position

Inscription:

Date limite: le lundi 4 février 2008, à 17 h

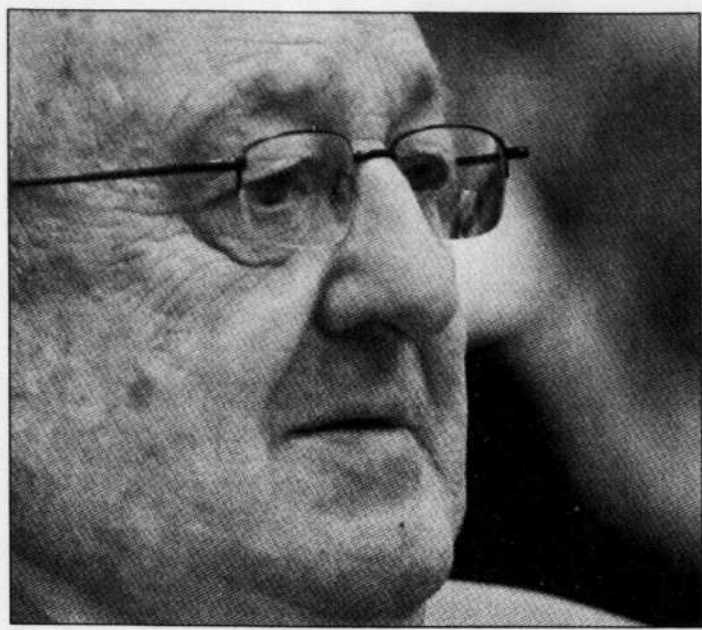
Renseignements:

Tél.: 514 987-6781

www.dandurand.uqam.ca

Cours proposés par la Faculté de science politique et de droit et l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM

ACTUALITÉS



Une commission d'enquête s'intéressera aux liens entre l'ancien chef de gouvernement conservateur Brian Mulroney et l'homme d'affaires d'origine allemande, Karlheinz Schreiber.

Déficit accumulé de 400 millions

Québec a raté l'occasion d'aider les universités

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Alors que les déficits des universités explosent, les deux partis d'opposition arguent que Québec a raté une belle occasion de réinvestir dans le réseau au printemps dernier. Tant le Parti québécois que l'Action démocratique du Québec soulignent que le gouvernement aurait mieux fait de consacrer une partie des sommes du règlement du déséquilibre fiscal à l'enseignement supérieur plutôt qu'à des baisses d'impôt.

Le PQ et l'ADQ réagissent aux données publiées hier dans *Le Devoir* sur l'explosion des déficits dans le réseau universitaire. On révélait ainsi que le déficit accumulé des universités a presque doublé depuis 2003, passant de 209 millions à 397 millions, ce qui constitue un nouveau record.

«Le gouvernement a préféré agir dans un premier temps pour remplir une promesse électorale. C'est inquiétant quand on regarde ce qui se passe dans le reste du Canada: les universités québécoises sont en queue de peloton», déplore le porte-parole adéquat en matière d'éducation, François Desrochers.

La critique péquiste Marie Malavoy est elle aussi «révoltée» par la décision du gouvernement libéral de consacrer le milliard du fédéral aux baisses d'impôt plutôt que d'en verser une partie aux universités, gravement sous-financées. C'est d'autant plus ironique que ces sommes devaient précisément servir à compenser les ponctions faites par Ottawa, au cours des années 90, dans les transferts dédiés à l'éducation et à la santé.

M. Desrochers s'interroge à propos de la crédibilité du premier ministre Jean Charest pour relancer le débat sur le déséquilibre fiscal alors

qu'il a consacré les dernières sommes du fédéral à remplir «une promesse électorale apparue en fin de campagne en moins de 24 heures».

Cercle vicieux

Aux prises avec des budgets déficitaires, les universités doivent présenter des plans de redressement au gouvernement afin d'obtenir leurs subventions conditionnelles, qui équivalent à environ 11 % des subsides versés aux universités. Pour l'heure, Québec retient toujours les subventions de six universités pour l'année 2006-07, en attendant que celles-ci présentent des mesures de redressement à la satisfaction du ministère de l'Éducation. Dans l'intervalle, plusieurs d'entre elles sont forcées de s'endetter.

La critique péquiste a dénoncé le «cercle vicieux» dans lequel cette pratique coince les directions des universités. «On ne peut quand même pas penser que les gens font de la mauvaise gestion pour 400 millions. Il manque des centaines de millions de dollars dans le réseau des universités. À moins de couper de façon draconienne dans des pans entiers de leurs programmes et de leur mission, les universités font tant bien que mal leur travail. Si elles n'arrivent pas à boucler leur budget, le gouvernement retient une part d'argent qu'il leur doit. Comme ces sommes sont retenues, les universités paient des intérêts et creusent leur trou petit à petit», a fait remarquer Mme Malavoy.

La spirale des déficits devrait s'accroître au cours de l'année 2007-08 puisque 12 des 19 universités québécoises prévoient enregistrer un nouveau déficit d'exploitation, pour un total de près de 60 millions de dollars.

Le Devoir

Mulroney-Schreiber: il y aura enquête publique, dit Harper

Le mandat de la commission risque d'être si restreint que l'opposition clame déjà son insatisfaction

L'affaire Mulroney-Schreiber fera l'objet d'une enquête publique, mais celle-ci ne débutera pas avant quelques semaines, voire quelques mois. Les partis d'opposition à Ottawa se disent déjà déçus de l'étroitesse de son mandat.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Après avoir laissé planer un temps l'incertitude, le premier ministre Stephen Harper a décidé qu'il y aura bel et bien une enquête publique pour faire la lumière sur les liens entre son prédécesseur Brian Mulroney et l'homme d'affaires Karlheinz Schreiber. Mais, à la suggestion de David Johnston, celle-ci sera limitée, tant pour ce qui est du nombre de témoins que pour ce qui est des sujets abordés. Pas question de ressasser cette allégation, jamais prouvée, selon laquelle l'ancien premier ministre progressiste-conservateur aurait touché des pots-de-vin lors de l'achat par Air Canada d'appareils Airbus.

La prochaine commission d'enquête ne sera donc pas une réédition de la commission Gomery, longue, exhaustive et si dommageable pour le parti politique visé, alors le Parti libéral du Canada. David Johnston, qui devait conseiller le gouvernement sur la meilleure marche à suivre, ne le recommande pas.

Dans son rapport remis à M. Harper mercredi soir et rendu public hier, M. Johnston exprime même de sérieuses réserves quant à la nécessité de tenir une enquête publique sur cette vieille histoire. L'objectif premier, rappelle-t-il, était de fournir à MM. Mulroney et Schreiber l'occasion de s'expliquer publiquement sur la nature de leur relation d'affaires, ce qui a été rendu possible quand le Comité parlementaire de

l'éthique a tenu des audiences publiques avant Noël. «À la lumière de cette évolution, il est maintenant permis de se demander si le gouvernement prendrait aujourd'hui la décision de procéder à une enquête et si les Canadiens en verraient l'urgence nécessaire», écrit-il.

Le premier ministre Harper, sachant bien que l'opposition ne digérerait pas l'annulation de l'enquête promise, a quand même décidé d'aller de l'avant. «Le gouvernement a convenu de constituer une commission d'enquête publique dès que le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique aura terminé ses audiences», a-t-il déclaré par communiqué de presse.

Cette commission sera par contre limitée, à la suggestion de M. Johnston. Ce dernier invite le gouvernement à procéder à une «analyse coûts/avantages». «Il faudra cibler les questions et nommer un commissaire rigoureux pour bien orienter l'enquête et éviter que celle-ci ne devienne une entreprise excessive et onéreuse. [...] Je crois que l'enquête peut être menée de façon efficace et ciblée sans multiplier les intervenants.»

Le conseiller Johnston énumère une série de 14 questions à élaborer. Toutes ont trait à l'entente intervenue le 23 juin 1993 entre M. Mulroney, alors premier ministre du Canada et député de Charlevoix, et M. Schreiber, laquelle a débouché sur le versement de 300 000 \$ (225 000 \$ selon M. Mulroney). Pas question de remonter plus loin dans le temps.

Selon M. Johnston, «l'enquête ne devrait pas prendre la forme d'un examen exhaustif des projets Airbus, Eurocopter et Bear Head, ou de toute autre affaire concernant M. Schreiber». Ni non plus revenir sur l'allégation voulant que M. Mulroney «aurait été soudoyé pour la transaction entre Air Canada et Airbus Industrie». «La GRC a enquêté sur cette affaire pendant huit ans avant de clore le dossier faute de preuves. [...] Je ne recommanderais pas qu'un commissaire soit mandaté pour explorer de nouveau un terrain aussi amplement défriché.»

Délai

Thomas Mulcair, député néo-démocrate, se demande si les conclusions de M. Johnston n'ont pas été «télégraphées par les entrevues de fin d'année» du premier ministre Harper. Dans celles-ci, M. Harper avait laissé planer un doute sur la nécessité d'une commission.

M. Mulcair et le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, trouvent étrange que la commission ne puisse prendre son envol que lorsque le comité parlementaire aura terminé ses propres travaux. Cela pourrait nous conduire à la fin de février puisque le comité parlementaire veut encore entendre une douzaine de témoins et inviter de nouveau MM. Mulroney et Schreiber. «M. Harper tente de gagner du temps», croit M. Duceppe.

Les libéraux déplorent de leur côté l'étroitesse du mandat confié. «Les Canadiens s'attendaient à ce que tous les paramètres de cette sordide affaire soient étudiés», a déclaré le député Robert Thibault.

Le premier ministre a justifié l'attente de la fin des travaux du comité parlementaire. «La commission d'enquête publique pourra

ainsi tirer parti de tout témoignage livré devant le comité». Il s'agit d'une étrange déclaration, car rappelons que le juge John Gomery n'avait pas convaincu le comité parlementaire s'étant avant lui penché sur le scandale des commandites de le laisser utiliser les témoignages entendus.

La porte-parole du premier ministre soutient que ce problème ne se présentera pas cette fois. «Je ne peux pas parler pour la précédente enquête publique, mais je peux dire que, pour celle-ci, cette enquête publique regardera les témoignages, les inclura et bâtira sur cette base», a dit Sandra Buckler.

Implication du bureau d'Harper

David Johnston devait aussi se pencher sur les allégations de censure visant le bureau de Stephen Harper. Karlheinz Schreiber y avait envoyé 16 lettres totalisant 700 pages. Dans l'une d'elles, il révélait que M. Mulroney était encore premier ministre lorsqu'une entente de collaboration a été conclue. M. Harper aurait-il dû savoir? Pas du tout, répond M. Johnston.

Le bureau du premier ministre reçoit plus d'un million de lettres de toutes sortes par année, rappelle-t-il. «Je n'ai rien vu qui suggère le besoin impérieux d'une enquête publique» sur cet aspect. Par contre, il convient que, les deux hommes provenant de la même famille politique, les apparences sont contre M. Harper. Le commissaire nommé aura donc intérêt à revenir sur cette question.

Le porte-parole de Brian Mulroney, Joseph Lavoie, a simplement fait savoir que son client prenait acte de la décision du gouvernement.

Le Devoir

EN BREF

Décès d'un pilier de l'éducation des adultes

Un des piliers de l'éducation des adultes, Bernard Normand, est décédé mercredi dernier. M. Normand a succombé à un foudroyant cancer qui l'accablait depuis deux mois, à l'âge de 62 ans. M. Normand a été directeur général de l'Institut canadien d'éducation des adultes au cours des dix dernières années. Il a auparavant été directeur général de l'Association de paralysie cérébrale et a travaillé pendant une vingtaine d'années au sein de différents organismes à but non lucratif

voués à l'éducation des adultes. Un dernier témoignage lui sera rendu lundi au Complexe funéraire Urgel-Bourgeois Saint-François-d'Assise, à Montréal. — *Le Devoir*

Grève à l'UQTR

Trois-Rivières — La première journée de grève des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières se tiendra le mercredi, 16 janvier. Ils ont l'intention de bloquer les accès à l'université tôt le matin, avant le début des cours. Selon le directeur des ressources humaines, François Héroux, les professeurs n'ont toutefois pas le droit d'empêcher les gens d'entrer à l'université. — *La Presse canadienne*

Angoisse Anorexie mentale Anxiété Dépression Deuil pathologique Dysphorie sexuelle Hallucination Hystérie Insomnie Jalousie Manie Mégalomanie Obsessionnel Perversion Psychose Schizophrénie Sentiment de persécution Somatisation

Philippe Gaulin
Psychanalyste

Une partie de votre existence est contraignante et vous demeurez impuissant face à cette situation ? Un scénario répétitif organise malgré vous votre vie ? Vous aimeriez transformer un comportement devenu insupportable ? Vous savez cependant qu'une pilule n'est pas un traitement; que discuter de ses problèmes n'est pas une solution. La méthode psychanalytique peut vous aider à assumer et gérer un conflit qui vous semble incompréhensible mais qui accapare votre vie.

Philippe Gaulin est psychanalyste clinicien depuis 1988. Diplôme d'études doctorales de psychopathologie clinique, auteur, essayiste et chargé de cours à l'université, il reçoit au 1394, Du Mont-Royal, est, suite 109. Vous pouvez le contacter au (514) 928-1881 pour obtenir un rendez-vous ou des informations supplémentaires.

Site web : www3.sympatico.ca/pgaulin

Un avocat différent

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Sophie
DOWNS M.Ps.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples
20 ans d'expérience
Vieux-Montréal

Arthur Quentin

SOLDE
du 10 au 26 janvier
20% SUR TOUT

50% sur certains produits sélectionnés

3960 Saint-Denis Montréal 514.843.7513

3913
BLEU
NUIT

SOLDE
du 10 au 26 janvier
20% SUR TOUT

50% sur certains produits sélectionnés

3913 Saint-Denis Montréal 514.843.5702

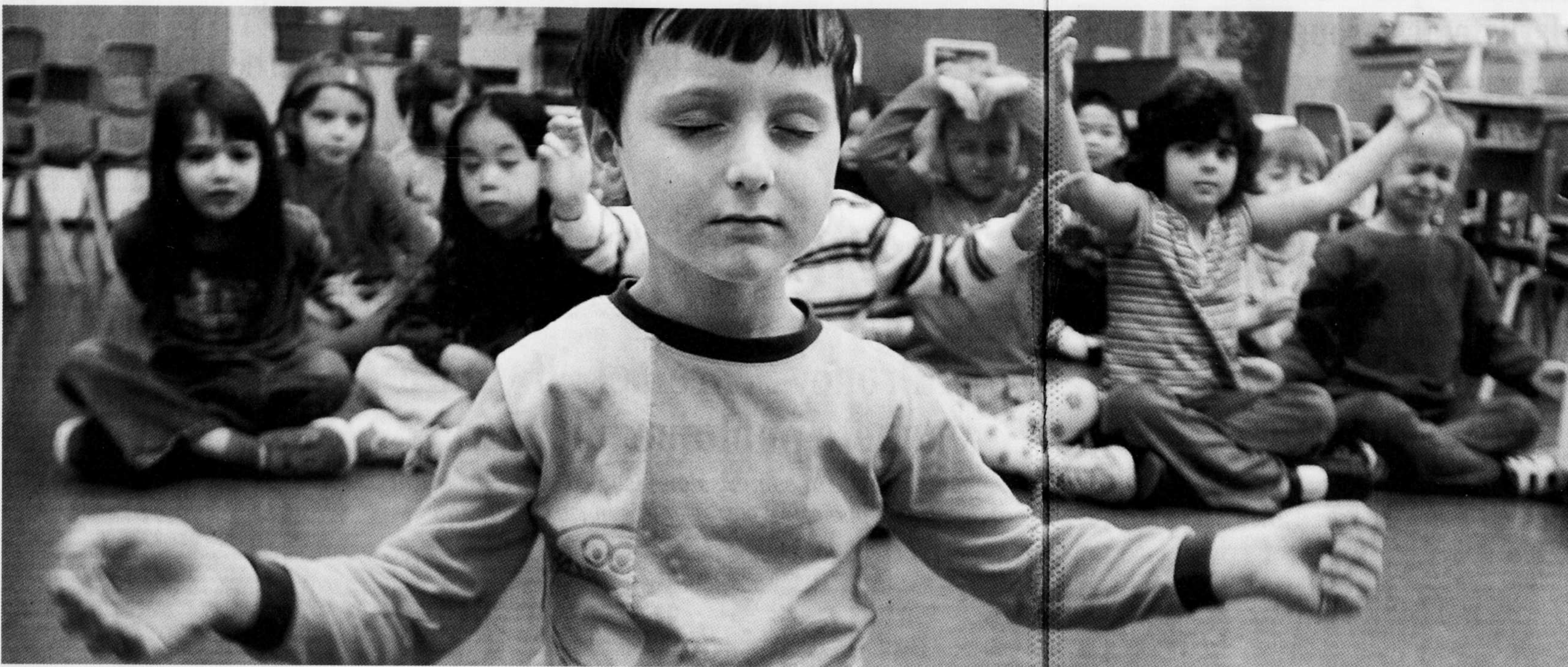
Restauration d'horloges



antiques et contemporaines
FIX-IT

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!
4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
www.themfixit.com
DEPUIS 1953

DOSSIER MÉDITATION



Julien Groulx et ses camarades de la maternelle à l'école Saint-André-Apôtre, dans l'arrondissement d'Athlantic, en plein exercice de méditation. « Dans le noir, on s'assoit par terre en indien, on fait des boucles avec nos doigts et on dit "Om" pendant quelques minutes », explique Julien.

Apprendre à lire, à compter et... à méditer

PAULINE GRAVEL

À l'école Saint-André-Apôtre, dans l'arrondissement d'Athlantic à Montréal, Marthe Tremblay intègre à son enseignement quotidien de courtes séances de méditation qui aident grandement les enfants à retrouver leur calme et leur concentration.

« Dans le noir, on s'assoit par terre en indien, on fait des boucles avec nos doigts et on dit "Om" pendant quelques minutes », témoigne Julien Groulx, un jeune élève de la classe de maternelle de Mme Tremblay. « Ça me fait du bien », lance spontanément le garçonnet débordant de vie, qui apprécie ces moments de détente à l'instar de tous ces autres camarades âgés de cinq et six ans.

« On joue à méditer pendant quelques minutes. Je ne leur apprend pas de mantra particulier et ne les oblige pas à fermer les yeux. Mais cela est très efficace pour calmer les enfants quand ils sont énervés. Cela les aide à se recentrer, à retrouver leur concentration avant de faire un travail », précise l'enseignante, qui affirme consacrer tous les jours, après le retour du dîner, un bref moment à des activités de relaxation qui peuvent prendre la forme d'exercices de yoga, de respiration ou de séances de visualisation, lors desquelles « on peut s'imaginer être une petite étoile qui brille dans le firmament ». « Ces exercices qui doivent être brefs et agréables peuvent même aplanir les

problèmes de comportement », ajoute Mme Tremblay. Soleil Guérin, qui enseigne le yoga aux élèves des première, deuxième et troisième années à l'école Nouvelle-Québec, confirme l'engouement des enfants pour cette activité apaisante. Les élèves sont de plus en plus nombreux à assister aux séances qu'elle offre à cette école alternative d'Outremont. « Par des postures d'animaux — chat, chien, serpent, lion — et des séances de visualisation qui font appel à leur imagination dans leur espace intérieur, j'amène les enfants à ressentir qu'ils ont un pouvoir sur eux-mêmes », souligne Soleil Guérin, qui grâce au yoga a pu fournir de bons outils de contrôle à son fils, particulièrement actif.

« Tout le monde peut faire de la méditation et on peut la pratiquer à tout âge », affirme le moine bouddhiste Matthieu Ricard. Les enfants adorent cela. C'est tout simple, on leur demande de garder l'attention sur une fleur, un caillou ou l'image d'un papillon. C'est unanimement quelque chose qui aide les enfants », M. Ricard voit même la pratique de la méditation comme un antidote efficace à la violence scolaire. Et ses convictions reposent notamment sur des études menées auprès d'étudiants universitaires par le professeur Richard Davidson, de l'université du Wisconsin à Madison, qui ont déjà montré que la pratique de la méditation promeut l'empathie, la compassion et accroît la concentration.

Sous les auspices de la Mind and Life Institute, une

organisation sans but lucratif qui vise à rapprocher scientifiques et bouddhistes afin de confirmer et de populariser les effets bénéfiques de la méditation, des chercheurs américains, parmi lesquels figure John Dunne, de l'université Emory à Atlanta, amorcent en ce moment une série de projets de recherche scientifique qui visent à évaluer chez les élèves de niveaux primaire et secondaire « l'effet de la pratique quotidienne d'une forme de méditation sur l'habileté à se concentrer à une tâche, sur les problèmes de comportement et sur l'aptitude à ne pas se laisser bouleverser par les émotions ». Parmi les pratiques de méditation que les chercheurs ont retenues pour leur expérimentation, John Dunne mentionne des techniques qui s'enseignent facilement, comme le yoga, la « pleine présence fondée sur la réduction du stress » (mindfulness based stress reduction) et une technique inspirée de la méditation de la compassion pratiquée par les moines tibétains, dont fait partie Matthieu Ricard.

Une attention accrue

Des études récentes d'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle ont permis de trouver dans le cerveau de moines tibétains ayant médité plus de 40 000 heures durant leur vie l'empreinte de leur faculté exceptionnelle à maintenir une attention soutenue sans se fatiguer. En fait, lorsque ces moines amorcent leur méditation, les régions du cerveau jouant un rôle dans le contrôle et la régulation de l'attention,

telles que le cortex préfrontal, s'activaient intensément — beaucoup plus que chez les individus qu'on avait récemment initiés à la méditation — mais retrouvaient rapidement une activité de base, explique le professeur Davidson.

Autre signe de leur concentration accrue, les moines arrivaient à discerner sans peine toutes les images différentes et consécutives qui avaient été insérées au sein d'une série homogène, et même si elles étaient présentées très brièvement. « Habituellement, quand vous reconnaissez une première image différente au sein de la série d'images, votre attention demeure collée sur cette image et ne s'en désengage pas suffisamment rapidement pour voir celle qui suit et qui vous échappe alors. Or les méditants les plus expérimentés voyaient toutes les images, car ils possèdent la faculté de discerner des choses extrêmement subtiles », explique le moine et scientifique Matthieu Ricard.

Selon le neuropsychologue Richard Davidson, les circuits cérébraux dédiés à l'attention qui sont affectés par la méditation sont vraisemblablement les mêmes que ceux qui interviennent dans les troubles de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité chez les enfants. Conséquemment, « il pourrait peut-être être possible d'entraîner les enfants souffrant de ces problèmes de comportement à l'aide de méthodes dérivées des pratiques de méditation », a affirmé le chercheur.

Le Devoir

SOLDÉS

JUSQU'À **60%**

Anna Uomo

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ.
LE GUIDE DES SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

Le Devoir

Pour Lui
Centre du Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
514-277-7558



Manoocher Deghati, l'agence France Presse. Le dalaï-lama et son interprète français, Mathieu Ricard

F

SOLDE JANVIER

Fontaine

9780, Sherbrooke Est, Montréal
514-352-3913
www.meublesfontaine.com

Se refaire une beauté intérieure

PAULINE GRAVEL

Esther exerce une profession exigeante et stressante, de surcroît dans un milieu très compétitif. Depuis six mois, elle se réserve chaque jour deux pauses de 20 minutes, l'une le matin, l'autre en fin de journée, au cours desquelles elle s'assoit bien droite sur une chaise, fixe son attention sur la flamme d'une bougie et répète intérieurement une courte phrase de quatre syllabes qu'elle a choisie en raison de sa signification, qui l'inspire. De nature dépressive et anxieuse, Esther trébuche sporadiquement dans le tourbillon infernal qu'est sa vie, mais demeure très semblable à celle de la plupart des Occidentaux. La pratique d'une technique de méditation qu'elle s'est inventée en s'inspirant de diverses traditions méditatives a grandement adouci son existence.

« La méditation a apaisé mon être tourmenté, réduit mon taux d'anxiété et mes épisodes dépressifs. En plus d'accroître mon pouvoir de concentration, elle m'a rempli de compassion pour les autres et a tempéré mon agressivité », a confié Esther. « Le fait de se concentrer loin de la trame dérivante de nos mauvaises perceptions, de nos pensées négatives, de notre rancœur, de tout ce qu'impliquent les rapports humains, apaise notre esprit. Contrairement à la prière, souvent conditionnée par un vœu, la méditation vise simplement à vivre le moment présent. Il n'y a rien de religieux dans tout cela. »

Comme maints autres Occidentaux, de plus en plus nombreux à pratiquer la méditation, Esther a emprunté des éléments à diverses techniques traditionnelles de méditation plusieurs fois millénaires. Les techniques de méditation sont légion, mais elles se distinguent par l'importance accordée à certains éléments centraux comme la posture, la respiration, la relaxation, l'attention (focalisée ou ouverte), l'utilisation ou non d'un mantra ainsi que la fréquence et la durée des périodes de pratique, qui doivent être quotidiennes et durer au moins une vingtaine de minutes.

« La première étape consiste à stabiliser le corps et l'esprit. Pour ce faire, il faut s'asseoir dans une position stable et confortable, mais pas trop confortable non plus afin de ne pas s'assoupir », prévient Daryl Vansier, qui enseigne diverses techniques de méditation à l'Institut Ciel et Terre, qu'il a créé à Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal. La respiration, « le pont entre le corps et l'esprit », peut être passive ou contrôlée, comme dans plusieurs formes de yoga. « On peut tout simplement observer notre respiration ou l'approfondir en comptant les respirations intérieurement, comme dans la méditation bouddhiste zen », dit M. Vansier.

Le mantra qui distingue certaines formes de méditation, notamment la méditation transcendantale où l'attention du méditant est carrément dirigée vers le mantra, est « une arme contre la tendance du mental à errer », souligne M. Vansier. Il peut s'agir d'un simple son comme om, d'un mot ou d'une phrase plus élaborée postulant par exemple évoquer la compassion, par exemple le « om mani padme om », que psalmodie le dalaï-lama. Ce mantra est inlassablement répété à voix haute ou silencieusement. « Le cerveau a tendance à s'égarer. Comme je suis sans cesse entraîné dans le feu roulant de mes pensées, qu'il est difficile d'arrêter, la répétition d'un mantra m'aide à raccompagner vers la sortie les pensées qui surgissent », précise Esther, qui trouve nécessaire le recours à un mantra dans son cas.

Les méditations dites de pleine conscience (mindfulness), parmi lesquelles on reconnaît la méditation Vipassana et la méditation bouddhiste zen, ne font appel à au-

cun mantra: la personne qui médite doit plutôt intéresser son esprit au moment présent. Selon Daryl Vansier, qui a pratiqué la méditation bouddhiste zen pendant dix ans alors qu'il s'était fait moine bouddhiste, « on ne s'opère pas l'état de méditation de notre état habituel. Les yeux restent habituellement ouverts et sont orientés vers le bas sans toutefois se fixer sur quelque chose en particulier, dit-il. On peut néanmoins fermer les yeux afin d'être moins distrait par ce qui se passe à l'intérieur de nous. »

Dans la méditation Vipassana, le méditant observe avec détachement ses sensations internes et les idées qui surgissent dans sa tête sans toutefois être happé par elles. En utilisant une approche comparable, le moine bouddhiste Matthieu Ricard, fils du philosophe français Jean-François Revel, pratique quant à lui la méditation de la « présence ouverte ». « Étymologiquement, "méditer" veut dire "cultiver une manière d'être", souligne M. Ricard, qui vit au Tibet et est l'interprète français du dalaï-lama. « Dans la méditation de la présence ouverte, nous cultivons une habileté ou une qualité humaine qui est désirable pour l'accomplissement humain, comme la compassion, l'altruisme ou l'équilibre émotionnel. » Quand il médite, Matthieu Ricard s'applique donc à ressentir une compassion et une tendresse infinies pour tous les êtres vivants.

Or des observations effectuées par imagerie cérébrale ont montré que la méditation axée sur la compassion, que pratique et préconise Matthieu Ricard, active les régions du cerveau qui contrôlent les émotions, génèrent des sentiments heureux, comme la joie et l'amour maternel, et interviennent dans la planification des mouvements. « Cette méditation induit une disponibilité, celle d'être prêt à aider. L'empathie que nous éprouvons n'est pas celle où vous ressentez la souffrance de l'autre mais celle où vous êtes prêt à tout pour aider, et ce, sans être perturbé émotionnellement », précise M. Ricard.

« Quand nous méditons, nous n'ignorons pas complètement les événements qui surviennent dans notre environnement mais nous rendons notre esprit extrêmement vaste, comme un ciel. » La présence ouverte se distingue donc significativement des méditations où l'attention est focalisée sur un objet, un mot, voire la respiration, et cette approche particulière diminue la vulnérabilité de l'individu aux perturbations de son environnement. Au point où les moines bouddhistes les plus expérimentés ne seraient absolument pas perturbés par une violente explosion qui se produirait à leurs côtés alors qu'une telle détonation déclencherait un réflexe inné de sursaut chez tout autre humain, relate M. Ricard.

La méditation peut aussi se pratiquer en mouvement comme dans le tai chi, le qi gong et le hatha yoga, rappelle Daryl Vansier. Le tai chi se compose de mouvements qui s'enchaînent lentement et continuellement et qui favorisent non seulement la mobilité mais aussi la relaxation, le bien-être et la concentration sur le moment présent. Le qi gong, proche parent du tai chi, met quant à lui l'accent sur l'alignement du corps et la régulation de la respiration. Quant au hatha yoga, il se compose de diverses postures qu'on adopte tout en cherchant « à générer plus d'harmonie en nous-mêmes », résume M. Vansier.

Parmi la variété de techniques offertes, chacun peut trouver son compte, voire s'aménager une technique sur mesure qui répondra à ses besoins particuliers et sa personnalité.

Le Devoir

Envolez-vous au soleil et courez la chance de gagner Paris!



VACANCES transat

FORAITS 1 SEMAINE • TOUT INCLUS

1168\$

Cuba

Cayo Santa Maria
MELIA CAYO
SANTA MARIA 4 1/2 *
Suite Junior | 4 février
Accumulez 1884 points RBC
Régime suppl./couple

1398\$

Cuba

Holguin
OCCIDENTAL GRAND
PLAYA TURQUESA 4 *
Chambre | 3 février
Accumulez 2344 points RBC
Régime suppl./couple

1498\$

St-Martin

MERMAIRE SIMON
BEACH 3 *
3 jours de location de
voiture inclus | 3 et 10 fév.
Accumulez 2474 points RBC
Régime suppl./couple

1168\$

Mexique

Manzanillo
BARCEL KARMINA
PALACE 4 1/2 *
Suite Junior | 24 janvier
Accumulez 1750 points RBC
Régime suppl./couple

1498\$

Rép. dom.

Punta Cana
LE MIRAGE AU EDENH
REAL AEREA 4 1/2 *
Ch. de luxe | 29 janvier
Accumulez 2326 points RBC
Régime suppl./couple

1738\$

Mexique

Riviera Maya
ROYAL GOLDEN AU GRAN
BAJA PRINCE AKUMAL 5 *
Ste Jr Royal Golden | 28 jan.
Accumulez 2890 points RBC
Régime suppl./couple

PROMOTION

Réservez vos

vacances au soleil

avant le 2 février et

courez la chance

de gagner...

un forfait d'une

semaine pour

deux à Paris

cet été !

CROISIÈRE

1738\$

Costa

Atlantica

Antilles exotiques

Cabin Int. | Cat. 1, 2 et 3

Vol, croisière et transferts

25 février

Carlson Wagonlit Voyages			
MONTREAL		SAGUAY	
Voyages Arc-en-Ciel / (Mtro de Paris)	(514) 276-8537	SAIGON / LA PHUONG / Voyages Charter	(438) 444-8191
Voyages Calédo / (Mtro de Paris)	(514) 489-2964	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 622-0911
Voyages Fier de L'Europe / (Mtro de Paris)	(514) 559-9999	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 263-9999
Voyages d'une Vie / (Mtro de Paris)	(514) 844-0640	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 664-4220
CWT Place Ville-Marie / (Mtro de Paris)	(514) 571-8330	GATINEAU / Voyages Charter	(819) 980-5709
POINTS-CLARKE / Voyages Charter	(514) 887-5772	GATINEAU / Voyages Charter	(819) 987-3824
VISAGIS / Voyages Charter	(514) 781-5561	HALL / Voyages Charter	(819) 777-5331
WESTMOUNT / Voyages Charter	(514) 911-3543	JONAS / Voyages Charter	(819) 547-4945
		LAKE / Voyages Charter	(438) 782-2148
		LEVES / Voyages Charter	(438) 967-2462
		LOUIS / Voyages Charter	(438) 533-6923
		ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 846-1444
		ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 679-3777
SAGUAY		SAGUAY	
SAIGON / LA PHUONG / Voyages Charter	(438) 444-8191	SAIGON / LA PHUONG / Voyages Charter	(438) 444-8191
CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 622-0911	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 622-0911
CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 263-9999	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 263-9999
CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 664-4220	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 664-4220
GATINEAU / Voyages Charter	(819) 980-5709	GATINEAU / Voyages Charter	(819) 980-5709
GATINEAU / Voyages Charter	(819) 987-3824	GATINEAU / Voyages Charter	(819) 987-3824
HALL / Voyages Charter	(819) 777-5331	HALL / Voyages Charter	(819) 777-5331
JONAS / Voyages Charter	(819) 547-4945	JONAS / Voyages Charter	(819) 547-4945
LAKE / Voyages Charter	(438) 782-2148	LAKE / Voyages Charter	(438) 782-2148
LEVES / Voyages Charter	(438) 967-2462	LEVES / Voyages Charter	(438) 967-2462
LOUIS / Voyages Charter	(438) 533-6923	LOUIS / Voyages Charter	(438) 533-6923
ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 846-1444	ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 846-1444
ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 679-3777	ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 679-3777
SAGUAY		SAGUAY	
SAIGON / LA PHUONG / Voyages Charter	(438) 444-8191	SAIGON / LA PHUONG / Voyages Charter	(438) 444-8191
CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 622-0911	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 622-0911
CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 263-9999	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 263-9999
CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 664-4220	CHATELAIN / Voyages Charter	(438) 664-4220
GATINEAU / Voyages Charter	(819) 980-5709	GATINEAU / Voyages Charter	(819) 980-5709
GATINEAU / Voyages Charter	(819) 987-3824	GATINEAU / Voyages Charter	(819) 987-3824
HALL / Voyages Charter	(819) 777-5331	HALL / Voyages Charter	(819) 777-5331
JONAS / Voyages Charter	(819) 547-4945	JONAS / Voyages Charter	(819) 547-4945
LAKE / Voyages Charter	(438) 782-2148	LAKE / Voyages Charter	(438) 782-2148
LEVES / Voyages Charter	(438) 967-2462	LEVES / Voyages Charter	(438) 967-2462
LOUIS / Voyages Charter	(438) 533-6923	LOUIS / Voyages Charter	(438) 533-6923
ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 846-1444	ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 846-1444
ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 679-3777	ROCKFORD / Voyages Charter	(438) 679-3777

LE MONDE

Les otages libérées ont besoin d'une longue période de récupération

CHRISTINE COURCOL

Paris — La libération jeudi des Colombiennes Clara Rojas et Consuelo González, retenues en otages pendant six ans, ouvre une très longue période de récupération où elles devront compter sur un fort soutien familial et psychologique, estiment des psychiatres.

Les deux femmes sont apparues radieuses au moment de leur libération, embrassant les guérilleros avant de monter dans un hélicoptère. Au président vénézuélien joint par téléphone, Mme González a déclaré: «Vous nous aidez à revenir à la vie.»

Un retour pas forcément facile. «La fin de la séquestration ne correspond pas systématiquement à une délivrance totale», soulignent des spécialistes dans le *Journal international de victimologie*.

Selon le psychiatre américain Franck Ochberg, de 25 % à 50 % des otages connaissent des troubles psychologiques plus ou moins graves à leur libération.

La prise d'otage met la victime «face à la réalité de la mort», créant «une infraction dans le psychisme», relèvent des psychologues. Le fait que ces deux Colombiennes pouvaient s'attendre dans leur pays à être prises en otages rend peut-être les choses «moins difficiles», selon Ellen Giebels de l'Université de Twente (aux Pays-Bas).

Clara Rojas avait même refusé d'être libérée pour rester avec Ingrid Betancourt, la Franco-Colombienne candidate présidentielle, en compagnie de laquelle elle avait été enlevée.

Étant donné la durée de cette détention, «très rapidement la dépression va apparaître», estime Patrice Louville, psychiatre de l'hôpital Cochin à Paris.

Ensuite, peut-être au bout de quelques semaines ou quelques mois, les ex-otages souffriront selon lui d'un «stress post-traumatique complexe, reflet d'une situation traumatisante prolongée», avec «an-

goisses de mort, réminiscences, remaniement des capacités de jugement et modification de l'image de soi», et éventuellement une régression de type infantile.

Il est sûr qu'il va leur falloir longtemps pour s'inscrire dans le retour à la vie antérieure. Les ex-otages auront besoin d'un entourage «extrêmement attentif» et d'un soutien psychologique pour se réacclimater à la vie quotidienne, estiment les psychiatres.

Autre incertitude, celle entourant Emmanuel, l'enfant de trois ans né d'une relation entre Clara Rojas et un guérillero.

Nicole Garret-Gloane, pédo-psychiatre, insiste sur la qualité du lien qui a pu se créer entre lui et sa mère avant qu'ils ne soient séparés.

«En quelques mois, beaucoup de choses se forment pour permettre la construction du psychisme, quelles que soient les circonstances de la venue au monde», et «ça ne disparaît pas», souligne-t-elle, évoquant «la notion de sécurité interne, de permanence des choses, de confiance dans le monde» que cela donne au bébé.

L'arrachement à sa mère a certes «entamé la construction» de l'enfant, en lui donnant un sentiment «de rupture et d'insécurité», mais on peut s'attendre à ce qu'il se reconstruise en se rapprochant «progressivement» d'elle, dit-elle.

Pour la relation de Clara Rojas avec le père de l'enfant, dont on ne connaît rien à ce jour, peut-on parler du syndrome de Stockholm, qui qualifie les relations nouées avec les ravisseurs?

Ellen Giebels en doute. «Un syndrome», dit-elle, «laisse entendre que vous ne réagissez pas normalement. Mais nombre de chercheurs pensent que, si vous vivez des années avec des gens, vous développez des amitiés, ou des quasi-amitiés.» C'est «le processus social normal», qui vaut pour les otages et leurs geôliers, «une adaptation normale à une situation anormale».

Agence France-Presse

Chávez demande que les FARC soient retirées de la liste des groupes terroristes

Caracas — Le président vénézuélien Hugo Chávez a plaidé hier pour un retrait des guérillas colombiennes des FARC et de l'ELN de la liste des organisations terroristes dans un grand discours au lendemain de la libération des otages colombiennes Clara Rojas et Consuelo González.

«Je demande aux gouvernements du continent [latino-américain] et à l'Europe qu'ils retirent les FARC et l'ELN de la liste des groupes terroristes du monde parce que cette liste n'a qu'une raison d'être, la pression des États-Unis», a déclaré M. Chávez devant le Parlement.

Présentant son rapport pour 2007, Hugo Chávez a assuré que les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) et l'Armée de libération nationale (ELN, guérilliste) «ne sont pas des organisations terroristes mais de véritables armées qui occupent un espace en Colombie». «Il faut leur accorder une reconnaissance, ce sont des forces insurgées qui ont un projet politique [...] qui, ici, est respecté», a dit le président vénézuélien.

M. Chávez a été à l'origine de l'opération menée en collaboration avec la Colombie et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la jungle colombienne pour libérer jeudi deux otages colombiennes aux mains des FARC, Clara Rojas et Consuelo González, après six ans et sept ans de captivité.

«Proposition démesurée»

Bogotá a immédiatement rejeté la demande de Hugo Chávez. «C'est une proposition démesurée, le gouvernement ne peut pas accepter une demande de cette nature», a déclaré le ministre colombien de l'Intérieur, Carlos Holguín, avant même la fin du discours du président Chávez.

La libération des otages ne signifie donc pas la fin des tensions entre les deux pays. Le président colombien Álvaro Uribe a certes re-



CARLOS GARCIA RAWLINS REUTERS

Discours à la nation hier à Caracas.

connu jeudi d'«efficacité» de Chávez dans cette affaire et le président vénézuélien a remercié M. Uribe hier pour «ses paroles généreuses».

Mais Hugo Chávez a rappelé la grave crise dans les relations bilatérales déclenchée par le retrait abrupt en novembre par M. Uribe de la médiation qu'il lui avait confiée en vue d'une libération «humanitaire» des otages par la guérilla des FARC.

«Malheureusement, ce qui est arrivé en novembre a détruit, pulvérisé la confiance qui s'était créée entre les deux présidents, entre les deux gouvernements», a-t-il expliqué aux députés. M. Chávez a indiqué qu'il entendait poursuivre la quête de «formules pour permettre la paix en Colombie».

Le président Uribe, dans un discours à la nation jeudi soir, a été le premier à reconnaître officiellement d'«efficacité» du président Chávez, un de ses pires ennemis poli-

tiques, avec lequel il avait échangé une pluie d'injures après avoir mis brutalement fin à sa médiation dans le dossier des otages à la mi-novembre. Dressant la longue liste des médiations entreprises, dont celle de la France, M. Uribe a reconnu que Hugo Chávez avait été le seul capable d'obtenir des FARC une libération d'otages.

Le chef de l'État a fait part du bout des lèvres de sa «gratitude» envers Hugo Chávez «pour son effort et son efficacité, pour la libération de nos compatriotes Clara Rojas et Consuelo González».

Cette opération «a eu une fois de plus comme protagoniste le président Chávez, à qui les FARC ont remis les otages et qui, sans aucun doute, continuera à jouer un rôle important dans ce processus», relevait hier le quotidien colombien *El Tiempo* dans son éditorial.

Même les journaux conservateurs colombiens, comme *El Nuevo*

Siglo, rendaient hommage au travail de Chávez. «Chávez, polémique mais efficace», écrivait le quotidien.

Ces libérations «constituent la revanche du président Chávez» après l'échec d'une première opération à la fin de décembre 2007, relevait le politologue Leon Valencia, directeur de la fondation Nouvel Arc-en-ciel, spécialisée dans les guérillas.

Les images émouvantes des otages libérées ont suscité une très vive émotion au sein de l'opinion publique. De nombreux auditeurs de radio lançaient hier des appels pressants au gouvernement pour qu'il laisse Hugo Chávez poursuivre sa médiation.

De son côté Luis Carlos Restrepo, le haut-commissaire colombien pour la paix, a déclaré à la radio privée Caracol que son gouvernement était disposé à recevoir l'appui de Chávez pour obtenir de nouvelles libérations.

De même que le gouvernement, de nombreux dirigeants politiques, comme l'ex-président Ernesto Samper, reconnaissent que le thème d'un échange de quelque 500 guérilleros détenus contre les otages politiques des FARC «n'a commencé à enregistrer des progrès qu'avec la médiation du président Chávez».

Mandat illimité

Par ailleurs, le président vénézuélien est reparti à la charge hier sur son intention d'obtenir un mandat illimité à la tête de l'État malgré le rejet d'un projet de réforme constitutionnelle allant dans ce sens, lors du référendum du 2 décembre. En présentant son rapport annuel sur 2007 devant les députés, M. Chávez a annoncé qu'il comptait convoquer un nouveau référendum en 2010 pour confirmer ou révoquer son mandat, assorti, en cas de victoire, d'un amendement permettant sa réélection sans limite.

Agence France-Presse

Dix morts dans des opérations policières à Rio

Rio de Janeiro — Dix personnes, dont un enfant de trois ans, sont mortes hier à Rio dans le cadre d'opérations policières contre des trafiquants de drogue dans deux favelas du nord de la ville, a indiqué la police. Dans la favela de Jacarezinho, cinq suspects ont été tués au cours d'échanges de tirs, hier à l'aube, a précisé un porte-parole du secrétariat à la sécurité.

Un enfant de trois ans qui était

avec sa mère dans la zone des tirs a été atteint de trois balles et est décédé. Un habitant de cette favela a également été atteint d'une balle perdue et est mort, selon le porte-parole. Dans la favela de Vila Cruzeiro, trois personnes sont mortes lors d'affrontements avec la police, dont deux trafiquants ainsi qu'un habitant, victime d'une balle perdue.

Agence France-Presse

Les ordures napolitaines créent des remous en Sardaigne

Rome — La ville de Naples a entrepris de transférer des ordures dans d'autres régions d'Italie, libérant ainsi ses rues de monceaux de déchets accumulés depuis des semaines mais suscitant des protestations ailleurs.

En Sardaigne, des incidents ont opposé des habitants à la police jeudi soir à l'arrivée d'un bateau chargé de déchets. L'île a été la première région à accepter une partie des 100 000 tonnes d'ordures encombrant l'agglomération napolitaine.

«La nuit a été active», a déclaré Silvio Saffioti, responsable de la brigade anti-incendie de Cagliari, la capitale sarde. «On nous a sollicités 25 fois pour éteindre des feux dans 48 bennes à ordures et trois voitures.»

Le président du Conseil, Romano Prodi, a donné un mandat de quatre mois à l'ancien chef de la police nationale, Gianni de Gennaro, pour juguler une crise qui résulte de décennies d'impuissance politique, de corruption et d'implication de la mafia locale dans le traitement des déchets.

Son gouvernement a demandé aux autorités régionales italiennes de prendre en charge une part des tonnes d'ordures qui se sont amoncelées depuis que les services d'éboueurs de Naples se sont arrêtés avant Noël parce que les décharges des environs ne pou-

vaient plus absorber de détrit.

Tenant tête à l'opposition de centre-droit et aux séparatistes sardes, le gouverneur de l'île, Renato Soru, a affirmé que le reste de l'Italie avait le devoir de marquer sa solidarité avec Naples et la Campanie. «Lorsque quelqu'un se noie ou qu'une maison brûle, on sauve d'abord les gens, on pense au reste ensuite», a-t-il déclaré au *Corriere della Sera*.

Cette crise a pris la tournure d'une épreuve majeure pour Prodi et ses collègues de centre-gauche qui dirigent la municipalité de Naples, où des milliers de personnes ont protesté dans les rues cette semaine tandis qu'un faubourg s'est transformé la nuit en zone de non-droit.

Des habitants du quartier de Pianura en bloquent la plupart des rues depuis samedi dernier pour empêcher les autorités d'y rouvrir une décharge fermée depuis 11 ans.

Le ministère de l'Intérieur a promis de réprimer les «bandes de hooligans» qui écumant les rues en affrontant la police et en incendiant piles d'ordures et véhicules dans le quartier de Pianura, où les pompiers n'interviennent que sous protection policière.

Reuters

Aung San Suu Kyi rencontre un membre de la junte

Rangoon — Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition birmane, a été conduite hier dans une résidence d'État où l'on pense qu'elle a rencontré un responsable de la junte au pouvoir, mais on ignore la teneur de l'entretien, a indiqué son parti.

Le gouvernement militaire n'a fait aucun commentaire, mais il est vraisemblable que la dissidente ait rencontré Aung Kyi, haut représentant de la junte, a dit Nyan Win, porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

«Nous n'avons aucune idée de ce qu'ils se sont dit, mais nous nous réjouissons de leur entrevue. Plus ils se rencontrent, mieux s'en trouve le pays», a ajouté Nyan Win.

Des témoins ont déclaré à Reuters avoir vu une voiture quitter la maison de Suu Kyi, qui est placée en résidence surveillée à Rangoon, et prendre la direction d'une résidence d'État. La rencontre aurait duré une heure.

Si elle se confirme, il s'agira de la quatrième entrevue de Suu Kyi avec Aung Kyi depuis qu'il a été nommé médiateur après des manifestations réprimées en septembre.

Lors de leur dernière rencontre, survenue le 19 novembre, des diplomates avaient laissé entendre



REUTERS

Aung San Suu Kyi

que la discussion portait sur les conditions d'une entrevue entre Suu Kyi et le général Than Shwe, chef de la junte.

Ce dernier a proposé à la dissidente des entretiens directs si elle renonçait à tout affrontement et cessait de soutenir les sanctions imposées au régime militaire en place depuis 45 ans.

Reuters

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A v o c a t

Vieux-Montréal

514.861.0469

La rencontre du
SAVOIR
avec 400 ans d'histoire

76^e Congrès de l'Acfas

Du 5 au 9 mai 2008

Centre des congrès de Québec

Un aperçu des colloques au programme :

- 400 ans de maladies infectieuses
- Visions et desirs des Amériques à partir du Québec et du Brésil
- Diversité et intégration mises au défi
- Des outils pour « saisir » la jeunesse
- Web participatif : Usages 2.0

Plus de 150 colloques
Plus de 2500 conférenciers
Tous les domaines de recherche

- Savoir scientifique, éducation aux sciences et à l'environnement
- Revoir et repenser les dynamiques d'échanges avec les autochtones
- Le tango argentin : couple, identité et société
- Biomatériaux pour le diagnostic et le traitement des maladies cardiovasculaires
- Médicaments et nouveaux espaces de communication

Liste complète des colloques et inscriptions : www.acfas.ca

Université du Québec
Institut national
de la recherche
scientifique

Association francophone
pour le savoir
Acfas

Développement
économique, innovation
et Exportation
Québec

L'Acfas se mêle de recherche depuis 1923

76^e Congrès de l'Acfas, à l'INRS, Québec

- Découvrir, la revue de la recherche
- Prix Acfas
- Concours de vulgarisation de la recherche
- Forum international Science et société
- Cahiers scientifiques
- Bottin de la recherche
- Avis et mémoires

www.acfas.ca

ACTUALITÉS

ÉLITE

SUITE DE LA PAGE 1

à peine 1 ou 2 % de la population dans les sociétés contemporaines.

«On tente de défaire le mythe selon lequel les gens aisés ou de la classe moyenne fréquentent la haute culture en tournant le dos à la culture de masse», a expliqué au *Devoir* Tak Wing Chan, joint par téléphone. «Au contraire, ils sont eux aussi enclins à se nourrir de culture populaire.»

«Les gens qui consomment le plus de haute culture — musique classique, opéra, théâtre, ballet, etc. — tendent aussi à consommer de la culture populaire, au moins autant, sinon plus, que ceux qui se limitent à cette dernière», indique l'étude.

Est-ce à dire que les formes artistiques plus traditionnelles sont menacées? Des statistiques québécoises datant de 2007 le laissent croire en soulignant le vieillissement et l'essoufflement du public de théâtre et de musique classique.

«Selon moi, on ne peut pas affirmer clairement que la haute culture est en déclin, affirme Tak Wing Chan. La question est de savoir s'il s'agit d'un phénomène lié à l'âge ou à une cohorte. Dans le premier cas, les gens passent aux arts traditionnels lorsqu'ils deviennent plus vieux. Dans le second cas, les gens continuent de cultiver leurs préférences de jeunesse en vieillissant. Là, alors, les craintes seraient plus justifiées.»

Sur une note plus optimiste, l'étude des deux sociologues montre surtout la diversification de la culture attirant cette élite qui n'a plus grand-chose d'élitiste.

«Les gens qui font "haute culture" sont tout simplement plus ouverts à l'offre culturelle. Cela ne signifie toutefois pas que la haute culture est en déclin.»

Omnivores contre univores

L'élite est devenue omnivore: elle se nourrit autant de Puccini que de Bruce Willis en cavale. La vieille opposition entre l'élite culturelle et les abonnés à la culture de masse ne tient donc plus la route, selon les deux chercheurs, qui préfèrent remplacer ces désignations par quatre types de consommateurs culturels, comme l'a suggéré le sociologue américain Richard Peterson.

Les omnivores frquent ainsi avec les univores, qui se gorgent seulement de culture populaire, et croisent à l'occasion des paucivores, qui fréquentent parcimonieusement les grandes institutions culturelles mais évitent les lieux plus marginaux. Le quatrième type, les inactifs, se manifeste essentiellement quand on le questionne à propos de ses activités dans le domaine des arts visuels (musées, galeries, art vidéo). Il n'y participe tout simplement pas.

Cette analyse s'appuie sur un sous-échantillon de 3819 répondants âgés de 20 à 64 ans, tiré d'un vaste sondage (6000 répondants) du Conseil des arts britannique. D'autres analyses similaires ont été effectuées parallèlement dans six autres pays (États-Unis, Chili, France, Hongrie, Pays-Bas, Israël). Les questions se limitaient toutefois à la participation à trois domaines d'activité culturelle: théâtre, danse et cinéma, musique, arts visuels. Rien sur la consommation de télévision et d'Internet ni sur la lecture.

Il en ressort que les omnivores, comme leur nom l'indique, se nourrissent de tout: ils remplissent le tiers des salles de théâtre, de danse, de cinéma et de musique et forment presque le dixième du public des arts visuels. Les univores monopolisent les deux tiers des salles de cinéma et des concerts pop et rock mais évitent les musées, qui accueillent plutôt les paucivores (34 %) et où les inactifs brillent par leur absence (60 %).

L'envers de la médaille, c'est qu'une vaste majorité de la société est univore ou inactive, en Grande-Bretagne comme dans les autres pays sondés, indique le chercheur.

Cette étude britannique bouscule un autre mythe en soulignant que les omnivores ne sont pas systématiquement issus des classes socioéconomiquement avantagées. «Alors qu'il n'existe pas de classe dominante culturellement élitiste, on ne peut pas non plus établir de lien direct entre cette classe dominante et les omnivores», écrivent les deux chercheurs.

D'une part, l'éducation entre un revenu élevé et une riche pratique culturelle ne va plus de soi. En fait, l'éducation influe davantage que le revenu sur la pratique culturelle.

«L'éducation se révèle l'indicateur le plus déterminant de la consommation culturelle», affirme Tak Wing Chan, et ce, dans tous les pays sondés. «Un haut degré d'éducation constitue la meilleure façon de contrer la faible consommation culturelle», indique le texte de l'étude.

D'autre part, la relation entre l'organisation sociale et la consommation culturelle est beaucoup plus complexe que l'ancienne lecture bidimensionnelle «élite contre masse» le laissait entendre. Fréquenter la culture ne relève pas tant de l'allégeance à une classe que de facteurs combinés de revenu, d'éducation et de statut social.

«C'est le statut social et non la classe sociale qui structure l'iniquité en matière de consommation culturelle», insiste Tak Wing Chan.

Pour le chercheur, le statut social fait référence à la place qu'on occupe dans la société, aux hiérarchies sociales, alors que la classe est liée au revenu qu'on gagne. Il associe les omnivores à un statut élevé tandis que les univores et les inactifs sont de statut plus modeste.

Classe et statut sont des dimensions différentes de l'inégalité sociale dans les sociétés contemporaines, même s'ils sont liés. Au Royaume-Uni à tout le moins, il y a des gens qui ont un statut social relativement bas compte tenu de leur classe sociale. Il cite l'exemple d'un gérant d'hôtel qui gagne bien sa vie et qui a pourtant un statut social plus modeste qu'une secrétaire de juge.

On peut laisser ce genre de débat aux universitaires. Il reste que la reconnaissance du rôle prépondérant de l'éducation et du statut social dans l'équation culturelle pourrait orienter les décisions politiques et les organisations culturelles dans leur quête de nouveaux publics.

«On pourrait trouver des moyens de faire en sorte que la consommation culturelle dépende moins du statut social», note le docteur en sociologie. Par exemple, le concert classique en plein air, en faisant fi d'un code vestimentaire, élimine les risques qu'un spectateur s'exclue lui-même parce qu'il ne se sent pas appartenir au public. «Il faut capter cette psychologie», conclut le chercheur.

Le Devoir



REUTERS

«Je ne veux pas que les travailleurs deviennent de la chair à canon lors d'une élection. On va suggérer fort à M. Harper de prendre les moyens nécessaires pour faire passer la mesure rapidement. Je suis convaincu qu'il peut le faire», a déclaré Jean Charest hier avant sa rencontre avec le chef conservateur.

HARPER

SUITE DE LA PAGE 1

pas mâché ses mots sur l'utilité d'une telle rencontre. «Faire une réunion, peu importe le sujet, un vendredi soir, sans la préparation habituelle, n'est pas la bonne façon de procéder. C'est fait pour avoir le minimum d'impact. Je pense que cette rencontre ne fera aucune différence», a-t-il dit hier après-midi, alors qu'il rencontrait ses homologues des autres provinces au Château Laurier pour préparer le souper à venir.

Le milliard en travers de la gorge

Le premier ministre Jean Charest et son homologue de l'Ontario avaient encore en travers de la gorge l'annonce fédérale de la veille sur la fiducie d'un milliard de dollars visant à venir en aide aux secteurs manufacturier et forestier. Les deux provinces jugent les fonds insuffisants et la répartition déficiente. Le Québec touchera 217 millions de cette fiducie, soit l'équivalent de 10 % des mesures (deux milliards de dollars) annoncées par le gouvernement du Québec à lui seul pour soutenir ces deux secteurs en crise.

Est-ce que le Québec avait l'intention de reparler de

cette initiative lors du souper? «On va en parler certain! s'est exclamé Jean Charest. C'est inévitable. Et on ne va pas seulement parler de l'annonce de jeudi, mais aussi de ce qu'il faut faire pour aider davantage nos industries forestière et manufacturière et les travailleurs.» Le Québec veut notamment une bonification des crédits d'impôt fédéraux pour la recherche et développement, ainsi que des mesures d'aide pour les travailleurs âgés qui perdent leur emploi et ont de la difficulté à se recycler.

Dalton McGuinty, de l'Ontario, a lui aussi demandé à Ottawa d'en faire plus. «Il faut convaincre le premier ministre Harper de l'urgence d'agir. Réduire les impôts, c'est nécessaire, mais il faut faire plus. Il faut un plan et il faut que le gouvernement fédéral soit un partenaire à la table.» M. McGuinty, un libéral, a demandé aux conservateurs de «laisser tomber leur idéologie» de non-intervention dans l'économie. Avec le marché américain qui s'essouffle, le dollar canadien à son zénith, les prix de l'énergie à un niveau record et les pays émergents qui continuent de menacer les entreprises canadiennes, «il est temps de se retrousser les manches», a lancé M. McGuinty.

Ne rien lier au budget

Jean Charest souhaite également que Stephen Harper revienne sur sa décision de lier sa fiducie d'un milliard au prochain budget, puisque son adoption est

loin d'être assurée en mars prochain. «C'est une mauvaise idée, a-t-il lancé. Le problème est aujourd'hui, alors il faut agir aujourd'hui. Je ne veux pas que les travailleurs deviennent de la chair à canon lors d'une élection. On va suggérer fort à M. Harper de prendre les moyens nécessaires pour faire passer la mesure rapidement. Je suis convaincu qu'il peut le faire.»

Les trois partis d'opposition aux Communes ont en effet proposé la création d'une loi distincte du budget, question de faciliter l'adoption des mesures. «M. Harper doit faire preuve pour une fois d'humilité et admettre son erreur», a d'ailleurs soutenu hier le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. Mais au bureau du premier ministre Harper, on explique que la position du gouvernement ne changera pas.

Visiblement, la rebuffade de Jean Charest concernant la fiducie d'un milliard a déçu dans les hautes sphères du gouvernement conservateur. «On espère que Québec va utiliser les 400 millions de dollars de plus qu'il recevra en péréquation cette année pour aider ses industries», a-t-on sèchement répliqué à Ottawa, en faisant référence aux baisses d'impôt de 700 millions annoncées par Jean Charest tout de suite après le règlement sur le déséquilibre fiscal, en mars dernier.

Avec la collaboration d'Hélène Buzzetti
Le Devoir

MÉDITATION

SUITE DE LA PAGE 1

avoir mesuré une quantité supérieure d'anticorps produits à la suite de l'injection d'un vaccin contre la grippe chez les méditants que chez les témoins. Qui plus est, l'ampleur de l'accroissement de l'activation cérébrale annonçait la vigueur du système immunitaire puisqu'il était proportionnel à l'abondance des anticorps dosés.

Le cortex s'épaissit

Sara Lazar et ses collègues du Massachusetts General Hospital de Boston ont pour leur part effectué des observations tout à fait étonnantes qui nous indiquent que la pratique de la méditation peut modifier la structure du cerveau, dont on sait désormais que la plasticité se maintient même à l'âge adulte.

En passant au scanner le cerveau de 20 experts de la méditation et de 15 novices en la matière, la neuroscientifique a remarqué un épaississement notable de la matière grise du cerveau chez les férus de la méditation. «Nous avons mesuré chez les individus les plus expérimentés, qui pratiquaient une méditation bouddhiste depuis très longtemps, une augmentation d'environ 5 % de l'épaisseur de la matière grise dans cinq zones spécifiques du cortex cérébral — dont le cortex insulaire et le cortex préfrontal — intervenant dans l'attention ainsi que dans la perception des sensations émergent des stimulations externes et internes au corps. Qui plus est, cet épaississement était proportionnel au nombre d'heures que la personne avait médité au cours de sa vie», a précisé Sara Lazar. Elle a aussi souligné que l'épaississement du cortex préfrontal était plus prononcé chez les personnes plus âgées qui, normalement, voient cette partie de leur cerveau s'amincir à mesure qu'elles vieillissent. «La méditation semble donc inverser le phénomène naturel d'amincissement du cortex cérébral qui survient avec l'âge, mais seulement dans une zone particulière du cerveau», a-t-elle résumé.

Selon Sara Lazar, ces résultats calquent en quelque sorte ceux obtenus dans d'autres études qui démontraient que la pratique prolongée d'un instrument de musique ou de la jonglerie, par exemple, est associée à un accroissement des aires corticales auditives, visuelles et motrices,

grandement sollicitées dans ces activités.

Bénéfique pour l'hypertension

On savait que la méditation réduit le stress; on soupçonnait donc qu'elle puisse agir sur la tension artérielle. Jeffrey A. Dusek, directeur de recherche à l'Institute for Health and Healing de l'Abbott Northwestern Hospital à Minneapolis, au Minnesota, s'est appliqué à le vérifier auprès de 122 individus souffrant d'une légère hypertension systolique allant de 140 à 159 millimètres de mercure. «À partir de la cinquantaine, nous voyons généralement apparaître une diminution de la pression diastolique, qui s'accroît avec l'âge, alors que la pression systolique, elle, continue de s'élever. Cette différence qui s'accroît graduellement fait augmenter le risque d'infarctus», souligne le chercheur.

Dans le cadre de cette étude, Jeff Dusek a comparé l'effet d'un programme de méditation intégrant quatre approches différentes à l'effet d'un programme éducatif comprenant diverses recommandations, par exemple perdre du poids, faire de l'exercice, accroître la consommation de légumes et réduire l'absorption de sodium. Après huit semaines de séances quotidiennes d'une durée de 20 minutes au cours desquelles les participants des deux groupes ou bien pratiquaient la méditation qui leur avait été enseignée, ou bien écoutaient sur cassette vidéo le programme éducatif qu'on avait élaboré à leur intention, tous les sujets ont vu leur pression sanguine systolique s'abaisser de 8 mm de Hg, passant d'une moyenne de 145 à 137.

Par la suite, les chercheurs ont tenté d'éliminer la prise de médicaments uniquement grâce aux programmes de méditation et éducatif. Cette fois-ci, seuls les individus pratiquant la méditation ont réussi à réduire leur tension artérielle en l'absence de leur traitement médicamenteux. «Et cet effet persistait dans le temps puisque, plusieurs semaines plus tard, la plupart d'entre eux parvenaient toujours à se passer de leurs médicaments ou n'avaient besoin que de doses réduites», a ajouté M. Dusek.

Le scientifique a ensuite cherché à savoir ce qui permettait aux méditants de réduire leur tension artérielle et ainsi d'abandonner leur médication. «En 2006, nous avons démontré que les niveaux sanguins d'oxyde nitrique augmentaient quand les personnes pratiquaient la méditation. Or l'oxyde nitrique est une substance qui dilate les vaisseaux sanguins. Si votre sang

contient plus d'oxyde nitrique, votre pression sanguine diminuera», a expliqué Jeff Dusek.

«Ensuite, nous avons noté que les personnes dont la consommation d'oxygène diminuait le plus présentaient aussi l'augmentation la plus élevée en oxyde nitrique. En d'autres termes, l'oxyde nitrique était plus abondant chez les personnes qui réussissaient le mieux leur séance de méditation», a affirmé le chercheur. M. Dusek a aussi précisé que la technique de méditation qu'il proposait aux participants réduisait généralement le nombre de respirations et de battements cardiaques à la minute et, par conséquent, la consommation d'oxygène.

Les séances de méditation proposées par Jeff Dusek débutent par de profondes respirations abdominales que la personne tente de ralentir graduellement. Une relaxation progressive des différentes parties du corps suit tandis que l'individu répète un mantra de son choix. «La séance se conclut par une méditation de pleine conscience (mindfulness) au cours de laquelle la personne se concentre sur le moment présent sans chercher à planifier ou à se remémorer des événements passés tout en restant à l'écoute de toutes les sensations corporelles qui surgissent», a précisé le scientifique.

Les recherches vont bon train, menant les scientifiques à découvrir que la méditation peut contribuer à la guérison de diverses maladies et à la prévention d'autres maux. Zindel Segal, professeur de psychiatrie et de psychologie à l'Université de Toronto, intègre quant à lui la pratique de la méditation à ses psychothérapies dans le but de prévenir les rechutes dépressives chez les patients en rémission d'une dépression unipolaire récurrente. Méditer permet de se centrer sur le présent, de se tenir à l'écart des ruminations négatives et de se déconnecter de cette spirale infernale, affirme-t-il.

Le Devoir

Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans le texte «Jean Pelletier: le deuxième congédiement était le bon», publié dans notre édition du jeudi 10 janvier 2008 au sujet d'un jugement de la Cour d'appel fédérale confirmant la destitution de M. Pelletier à la présidence du conseil de Via Rail. L'avocate de ce dernier se nomme Suzanne Côté, et non pas Carole Bureau comme nous l'affirmions à tort. M^{re} Bureau est l'avocate du Procureur général du Canada. Nos excuses pour cette malencontreuse inversion des rôles.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 33 Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390